Editorial de l'Ouest Syndicaliste N°492 octobre 2005
Par Patrick Hébert, secrétaire général de l'UD CGT-FO de Loire Atlantique

Marches ou grève?

Comme prévu, il y avait beaucoup de monde le 4 octobre. Comme prévu, cette immense mobilisation ne débouche sur rien. On nous "envoie promener", au sens propre comme au sens figuré.

Avec son habituel cynisme, Jacques Chirac se gausse. "Les manifestants se seront défoulés en criant contre le gouvernement, mais dès le 5 octobre tout rentrera dans l'ordre". De son côté, le compatissant Noblecourt s'apitoie dans le Monde, il parle de "promenade de santé", du "rituel" de la manifestation... Le plus crispant c'est qu'il faut bien reconnaître qu'ils n'ont pas tort.

Il est donc normal au lendemain de cette énième manifestation, que chacun s'interroge : comment arrêter le massacre ?

Bien sûr, il y a toujours ceux qui espèrent que quelques concessions suffiraient à "sauver l'essentiel". Ceux-là se trompent lourdement, car, et c'est bien normal, chaque reculade conforte le patronat et le gouvernement dans le bien fondé de leur politique. Un peu comme au streap-poker, la partie n'est finie que lorsqu'il n'y a plus rien à enlever.

C'est toujours plus pour quelques-uns et toujours moins pour le plus grand nombre. On peut comprendre que certains espèrent que bientôt "les mauvais jours finiront". Mais dans l'immédiat il ne faut surtout pas rêver. Alors que nous revendiquons l'augmentation des salaires, selon "La Tribune" du 7 octobre, Bruxelles préconise leur baisse de 4 %.A ceux qui s'inquiètent d'une telle politique dans la France post-référendaire ou dans l'Allemagne post-électorale, Klaus Regling directeur général des affaires économiques de la Commission européenne, ne va pas par quatre chemins. Il affirme qu'il ne s'agit pas d'une simple hypothèse de travail, mais bel et bien d'un "objectif" que doit se fixer la Commission européenne, au moins dans la zone euro, précise-t-il.

Quand en 2003, nous avons dénoncé le plan Fillon-CFDT, en signalant, entre autres choses, qu'il conduirait à la retraite à 65, voire à 70 ans, certains parmi nous ont crié à l'exagération. Ils espéraient peut-être passer entre les gouttes de pluie en négociant quelques accords particuliers. Ceux-là ont dû depuis déchanter. Mais ce n'est pas fini : selon "La Tribune" du 11 octobre, l'OCDE préconise "d'abolir l'âge de la retraite", de mettre un terme à "la multiplication des préretraites", et aussi de moduler les salaires en fonction de la productivité des travailleurs : ainsi "les plus âgés recevraient un salaire moins élevé".

Mais Martine Durand, responsable de la Direction des affaires sociales de l'OCDE, n'est pas une sauvage : elle suggère que l'Etat complète ces maigres salaires "par des subsides ciblés" : Madame est trop bonne !

Elle demande aussi aux entreprises de "changer d'attitude", elle préconise une adaptation des horaires et une amélioration de l'ergonomie des postes de travail réservés aux plus âgés. Ainsi l'OCDE règle-t-elle le problème du financement des retraites : avec ces préconisations on peut travailler jusqu'au bout....

A ce rythme-là, ce n'est plus avec les confédérations qu'il faudra négocier "les emplois seniors", mais avec les pompes funèbres. Comme le disait la vieille CGT au début du siècle : c'est la retraite des morts.

Jamais deux sans trois, c'est encore "La Tribune" qui dans son numéro du 13 octobre nous informe que le gouvernement a commandité (bien sûr moyennant finance) un rapport à un bidule qui se prétend "centre de recherches", ça s'appelle Rexecorde. Comme par hasard, les chercheurs ont trouvé ; et ça tombe pile poil : il faut "déréglementer le marché du travail, notamment par une réunification des contrats de travail". A l'heure de la mise place des CNE, le hasard fait bien les choses...

Il est significatif que ces mesures aussi brutales soient annoncées après le 4 octobre. Comme le dit Jacques Chirac "dès le 5 octobre tout rentrera dans l'ordre". Il est donc parfaitement clair que les marches sont totalement contre productives : nous n'avons pas d'autre choix que le recours à la grève.

C'est d'ailleurs ce que nos camarades belges de la FGTB ont parfaitement compris. Ils ont appelé à une grève générale le 7 octobre. Selon la presse le mot d'ordre a été largement suivi. Evidemment on n'a guère entendu la CES. Et pourtant, nos camarades combattaient un projet de contre-réforme de la Sécurité sociale et des retraites largement inspiré par les directives européennes. Les travailleurs d'Allemagne, d'Espagne, d'Italie, etc. sont aussi confrontés à ces mêmes projets.

Le 7 octobre, notre confédération, naturellement, a envoyé un message de soutien à nos camarades belges. Puisqu'il est probable que, comme nous, ils se heurtent à une fin de non-recevoir de la part de leur gouvernement et de leur patronat, pourquoi ne pas envisager une action commune ?

En France aussi les grèves sont nombreuses, elles traduisent la combativité des salariés. Mais que ce soit à la SNCM, à la Poste, à la SNCF ou bientôt à l'EDF, il est certain que les actions isolées ne peuvent pas aboutir. Le conflit SNCM est particulièrement instructif. Il est évident que la Direction Confédérale de la CGT, empêtrée dans son ambition à intégrer la "nouvelle gouvernance mondiale" a délibérément laissé ses propres troupes à des actions désespérées.

Nous savons depuis longtemps que nous ne pouvons pas compter sur la CFDT. Quant à l'UNSA il faut désormais l'appeler l'UPSA, tant il est évident qu'elle n'est plus que la simple courroie de transmission du PS. Dans les collectivités locales où ce parti est majoritaire, c'est le syndicat des patrons. On a déjà connu ça avec les mairies PCF et la CGT .

Dans ce contexte, il nous faudra répondre à l'attente de la classe ouvrière. Appeler à la grève est une grande responsabilité. Mais contrairement à d'autres, nous ne pouvons laisser croire aux salariés qu'il suffit d'attendre les prochaines élections présidentielles. D'ailleurs on n'est plus en 1980, les travailleurs savent bien qu'ils ne peuvent compter que sur eux-mêmes. L'heure n'est plus aux tergiversations. Chaque jour qui passe le gouvernement et le patronat se sentent autorisés à aller plus loin dans la mise en œuvre des contre-réformes.

Appeler à la grève, surtout si nous sommes seuls, présente un risque certain. Mais ne rien faire nous conduirait rapidement à notre propre perte. Finalement on n'a guère d'autre choix que d'assumer nos responsabilités. Pour vaincre, il nous faut de l'audace, encore de l'audace, toujours de l'audace...